

INTERNATIONAL

Alors qu'une épidémie de choléra frappe le camp de Goma au Zaïre

# Le nouveau gouvernement rwandais appelle les réfugiés à rentrer chez eux

Le nouveau gouvernement rwandais a lancé un appel aux réfugiés, vendredi 22 juillet, pour qu'ils regagnent leur zone d'origine, et demandé aux fonctionnaires de reprendre le travail. Dans une déclaration lue à la radio nationale, le ministre de l'intérieur a souligné que la population pouvait désormais se déplacer normalement dans le pays.

Selon le premier ministre, Faustin Twagiramungu, plusieurs ministres du nouveau gouvernement vont se rendre avant la fin de la semaine dans la zone de sécurité humanitaire, au Zaïre, au Burundi et en Tanzanie pour convaincre les réfugiés de rentrer chez eux. M. Twagiramungu s'est prononcé en faveur de la création, au Rwanda, de « zones de distribution d'aide alimentaire pour inciter les gens à revenir ». Il a également indiqué que le conseil des ministres avait recommandé au président, Pasteur Bizimungu, de se rendre au Zaïre pour évoquer, avec le

maréchal Mobutu, « le problème de la présence d'un million de Rwandais à Goma ».

M. Twagiramungu a rencontré jeudi à Kigali Bertrand Dufourcq, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, et le général Raymond Germanos, responsable des opérations à l'état-major des armées, envoyés par le gouvernement français dans « le cadre de l'achèvement de l'opération « Turquoise ». « Nous avons obtenu l'assurance du premier ministre qu'il n'y aurait pas de représailles après le départ des militaires français », a indiqué M. Dufourcq. La délégation française, qui n'est restée que quelques heures à Kigali, n'a été reçue ni par le nouveau président ni par l'homme fort du FPR, le général Paul Kagame.

Ce dernier, qui cumule les postes de vice-président de la République, de ministre de la défense et de chef d'état-major du FPR, a mis en garde les pillards, indiquant qu'ils seront arrêtés

et punis. Le pillage est largement répandu dans Kigali, les voleurs pénétrant par effraction dans les maisons abandonnées.

Autre sujet de préoccupation : l'attribution et l'occupation arbitraires de bâtiments et de terres par le FPR. Les maisons abandonnées sont réquisitionnées et attribuées à des personnes proches de ce mouvement. A Kigali, de nombreuses habitations portent à la craie blanche la mention « réservées ». La presque totalité des habitations des dignitaires de l'ancien régime et les résidences d'ambassadeurs sont occupées par des officiers supérieurs du FPR.

A Paris, le ministre des affaires étrangères a lancé jeudi un appel aux nouveaux dirigeants pour qu'ils garantissent la sécurité des réfugiés et les incitent à rentrer chez eux. « Je lance un appel à ce gouvernement : êtes-vous capable aujourd'hui, oui ou non, de rassurer les populations qui sont parties ? Etes-vous capable de leur

garantir la sécurité dans votre pays, le Rwanda ? », a déclaré Alain Juppé sur RTL. Il a confirmé à la télévision que la France envisageait de maintenir une présence logistique à la frontière du Rwanda après l'expiration, le 22 août, de son mandat. Le Quai d'Orsay a également annoncé que la France allait installer une cellule humanitaire à Bujumbura, avec l'accord des autorités du Burundi, de façon à améliorer le pont aérien humanitaire pour le Rwanda.

Enfin, le ministre britannique chargé de l'aide au développement, Lynda Chalker, doit se rendre la semaine prochaine au Rwanda pour juger de la situation. Le Canada a accordé une assistance de 10 millions de dollars canadiens (environ 7,2 millions de dollars US) aux réfugiés rwandais au Zaïre, et l'Australie a décidé de fournir une nouvelle aide de 1,5 million de dollars. - (AFP, Reuter.)

## Un mouroir à ciel ouvert

Des centaines de réfugiés rwandais meurent du choléra : une épidémie que les organisations humanitaires n'ont pas les moyens d'enrayer

GOMA (Zaïre)

de notre envoyé spécial

Des centaines de cadavres, foyers d'infections, gisant abandonnés au milieu d'une masse de réfugiés rwandais en mouvement perpétuel pour trouver de l'eau qui, contaminée, les tuera peut-être à leur tour. Dans la ville de Goma, les Hutus qui ont fui le Rwanda et l'avance du Front patriotique rwandais (FPR) dominé par les Tutsis, meurent par centaines. Et, dans cette région au nord-est du Zaïre, par milliers. De soif, de faim, de fatigue, de maladie, surtout de dysenterie et du choléra.

Les alentours de l'aéroport, là où les soldats français ramassent les corps, là où l'aide n'arrive pas assez vite, sont devenus un mouroir à ciel ouvert. L'épidémie de choléra, confirmée par les analyses, prend de l'ampleur. Jeudi 21 juillet, plusieurs centaines de personnes avaient succombé, selon les organisations humanitaires internationales. Personne ne semble en mesure de dire combien, tant la marée de réfugiés (1 million, 1,2 ou 1,8 million à Goma ? Personne ne sait) a semé la confusion dans la ville envahie.

« La situation est dix fois pire qu'hier, quand nous n'avions que quelques dizaines de cas », dit un médecin d'une organisation humanitaire. Du lever du soleil à la tombée de la nuit, le visage

compter - les corps dans de grandes fosses communes, creusées à la hâte, vite recouvertes de chaux vive et rapidement rebouchées. « Même en Somalie, ce n'était pas aussi catastrophique », estime un soldat français en montrant les cadavres entassés. Des enfants, souvent.

Faute d'eau potable suffisante, le choléra, qui existait à l'état endémique dans la région, semble responsable d'une bonne partie de l'hécatombe qui frappe les réfugiés affaiblis par l'exode. Dans le seul camp de Munigi, à 8 kilomètres au nord de Goma, Médecins sans frontières-International a recensé près de 300 morts du choléra jeudi, contre 120 la veille, le jour où l'épidémie s'est manifestée. « Il y a entre 400 et 600 cas déclarés dans ce camp, beaucoup ne passeront pas la nuit », dit Isabelle Tardieu, de MSF.

### Un exode aux dimensions bibliques

Si l'épidémie n'est pas rapidement enrayerée - et elle risque de ne pas l'être - beaucoup de réfugiés vont mourir. Selon le docteur Koenraad Henckaerts, de MSF, entre 10 000 et 50 000 personnes pourraient être contaminées, dont la moitié pourrait mourir faute de traitement.

réserves que pour quelques jours. Les organisations humanitaires paraissent dépassées par cet exode aux dimensions bibliques et incapables pour l'instant d'enrayer l'épidémie. Le pont aérien ne couvre que 10 % des besoins en eau potable. L'eau - douteuse - du lac Kivu que boivent les réfugiés risque d'être polluée (si elle ne l'est déjà) par les cadavres. Alors que les matières fécales sont contaminantes, les centaines de milliers de réfugiés n'ont pas de latrines, difficiles à creuser dans le sol volcanique de cette région.

Une mécanique mortelle semble s'être mise en place. Les morts contaminent les vivants. Les vivants, exténués, affamés, ne peuvent plus s'occuper des morts, ni même des malades,

### CLÉS/ Les associations humanitaires

■ Médecins sans frontières, qui a plus de cent personnes dans la région, recherche des médecins disponibles pendant trois mois. A l'exception de la crise au Kurdistan, c'est la première fois que MSF doit lancer un tel appel aux vocations. L'organisation, qui indique avoir presque épuisé ses réserves, estime avoir également besoin de 50 millions de francs. Les médecins qui souhaitent aider

abandonnés. Comme cet homme qui passe sur la route et refuse de donner un peu de sa précieuse eau à une femme mourante, prostrée à terre.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), dépassé par ce désastre annoncé, a couvert jeudi moins de 15 % des besoins alimentaires des réfugiés de Goma et espérait en couvrir 30 % vendredi. Mais les capacités de l'aéroport de Goma, dont l'unique piste est parfois envahie par les réfugiés ou le bétail, sont très limitées. Le HCR espère l'ouverture rapide d'un pont aérien à Bujumbura, la capitale du Burundi, afin d'achever de l'aide par la route. Pour beaucoup, il sera sûrement trop tard.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

GENÈVE

de notre correspondante

Selon le siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève, les travailleurs sanitaires qui s'activent dans la région de Goma craignent que la propagation de l'épidémie de choléra s'étende « à la vitesse d'un feu de buissons ». Aussi, priorité est donnée à la localisation des sources d'eau polluée et aux mesures tendant à en prévenir l'accès.

Une des principales difficultés réside dans la nécessité d'isoler ceux qui sont déjà atteints par le fléau, alors qu'ils se trouvent au milieu d'une foule particulièrement dense. Le CICR est loin d'espérer pouvoir faire face, à lui seul, à l'étendue du désastre. Les équipes médicales spécialisées, le matériel de perfusion et les antibiotiques risquent de faire rapidement défaut.

Alors que le CICR «officialise» en quelque sorte la gravité de

l'épidémie, étrangement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne se prononce pas à ce sujet. Son porte-parole, Michel Barton, nous a déclaré que, « bien que conscient du danger, l'OMS n'est pas en mesure de confirmer la présence du choléra à Goma ». Il nous a précisé qu'un laboratoire mobile de l'OMS se déplace de Kabalé, en Ouganda, vers Goma afin d'y procéder à des analyses.

En outre, l'OMS a mis en place des postes de surveillance, sorte de sentinelles épidémiologiques, à Kabalé, Bujumbura, N'Gara (Tanzanie) et Bukavu (Zaïre). Ses locaux de Kigali n'ayant été saccagés qu'en partie, l'organisation compte se réinstaller d'ici peu dans la capitale rwandaise. On peut donc espérer que, quand elle sera convaincue de la présence du choléra dans la région, l'OMS agira en conséquence.

ISABELLE VICHNIAC

## Un drame qui bouscule la communauté internationale

Suite de la première page

Le haut fonctionnaire a insisté auprès de la presse sur la situation d'extrême précarité financière dans laquelle se trouve l'organisation face à la multiplication des interventions auxquelles elle doit participer : « Nous sommes devenus une sorte de super-mendiant. Les États

affaires humanitaires, Peter Hain. Les experts de l'ONU soulignent que l'aide financière, dans ce cas précis, ne suffit pas, et que l'action humanitaire dépend avant tout des moyens logistiques requis sur le terrain. Le parachutage des vivres pourrait d'ailleurs être envisagé.

## Pleure, Afrique mal-aimée

Suite de la première page

Et que répondre, même en sachant que nous sommes en bonne compagnie (celle de l'Afrique du Sud, notamment), à ceux qui comme Etienne Tshisekedi, premier ministre destitué du Zaïre, relient qu'il eût été nécessaire de « stopper le trafic d'armes, les infiltrations d'artillerie et de munitions qui se poursuivent sans trêve